



POUR L'ABANDON DU PROJET DE LOI SUR LES RETRAITES ET POUR UNE VRAIE REFORME, LE 23 SEPTEMBRE, ENCORE PLUS NOMBREUX !

Le 7 septembre, des manifestations massives ont réuni environ 2 700 000 personnes. Ces millions de manifestants ne sont pas dans une simple posture de refus : des solutions existent pour financer les retraites. **Au ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer (MEEDDM), il y a eu 40% de grévistes !**

Pourtant, les députés de la majorité ont voté la loi avec notamment le report de l'âge légal de départ en retraite de 60 à 62 ans (de l'emploi en moins pour les jeunes), le recul de 65 à 67 ans de l'âge ouvrant droit au taux plein, l'allongement de la durée de cotisation (les femmes sont particulièrement pénalisées) et la remise en cause du code des pensions.

L'argent existe ! Créer de l'emploi, augmenter les salaires, réformer la fiscalité pour la rendre plus juste et progressive, supprimer les exonérations patronales, taxer les revenus financiers, lutter vraiment contre les paradis fiscaux sont des solutions pour attribuer des ressources nécessaires au financement des retraites. En amplifiant la lutte, il est encore possible de faire reculer le gouvernement afin qu'il abandonne son projet de loi.

Le jeudi 23 septembre, journée de grève et de manifestations unitaires dans tout le pays, sera une nouvelle étape de la mobilisation interprofessionnelle avant l'ouverture du débat au Sénat qui s'engagera le 5 octobre.

A une semaine de la grande journée de mobilisation 57% des Français désapprouvent les choix du gouvernement. Preuve supplémentaire que les mesures annoncées n'ont pas rassuré l'opinion, le mouvement de manifestation prévu le 23 septembre prochain recueille un fort soutien : 70% des Français considèrent le mouvement comme justifié.

Les organisations syndicales CGT-CFDT-UNSA-FSU-Solidaires-CFTC du MEEDDM appellent l'ensemble des personnels à s'inscrire dans la journée de mobilisation du 23 septembre par la grève et les manifestations.

Elles demandent à leurs organisations de poursuivre les discussions avec les salariés dans des assemblées générales les plus unitaires possibles, sur les suites à envisager si le gouvernement persistait. Elles appellent les personnels à participer massivement à ces assemblées.

Paris, le 17 septembre 2010